

ENSEIGNER DANS LE SECONDAIRE PRIVÉ OU PUBLIC

YVELINE JABOIN

INTRODUCTION

Depuis les années 1960, de nombreuses transformations sont intervenues dans l'enseignement secondaire engendrant une très grande hétérogénéité du personnel enseignant. L'allongement de la durée de scolarisation, « l'expansion » scolaire et les changements institutionnels ont eu pour conséquence de transformer la taille et l'éventail des catégories du personnel rassemblé sous l'appellation de professeurs du second degré. Les modalités de recrutement des enseignants du second degré se sont progressivement élevées. À partir de 1982, les décisions politiques ont consacré l'émergence du concept d'établissement scolaire dans le fonctionnement du système éducatif (l'établissement scolaire prenant alors le nom d'établissement Public Local d'Enseignement), lui octroyant ainsi une autonomie relative, et incitant les enseignants à développer leur capacité d'engagement à l'échelon local au bénéfice de l'Éducation nationale dans son ensemble.

En conséquence, les transformations qui ont influencé le secondaire depuis quarante ans ne sont pas sans incidences sur la pratique du métier et sur la perception qu'en ont ceux qui l'embrassent. Les distances sociales, l'hétérogénéité des modes de recrutement et de formation, de statuts, les diversités des conditions d'exercice traversent directement le milieu enseignant, ses catégories et ses établissements, ses âges et ses

carrières. L'unité du corps professoral semble introuvable. Il apparaît multiple et pluriel tant dans son être social que dans l'exercice de la profession.

En parallèle, à partir de la loi DEBRÉ du 31 décembre 1959, l'association des établissements privés – essentiellement catholiques – à la mission de service public a engendré un rapprochement entre les enseignants des secondaires privé et public. Les professeurs du secteur privé sont devenus salariés de l'État et, depuis lors, sont recrutés à un niveau de diplôme équivalent à celui de leurs collègues du public. Progressivement les règles régissant le professorat dans le secondaire public ont été appliquées au secondaire privé. Les concours externes de recrutement ont été ouverts aux professeurs du privé à partir de 1965. Puis, la loi GUERMEUR du 25 novembre 1977, appliquée en 1982, a instauré la parité des carrières entre les enseignants de l'enseignement général et de l'enseignement technique du privé et du public.

L'évolution du contexte social corrélée à la secondarisation de masse et à la demande parentale croissante d'éducation a contraint les institutions catholique et publique à réviser leurs fondements respectifs par une plus grande professionnalisation de leurs enseignants. Les professeurs du secondaire public sont formés dans les IUFM depuis 1991 et les accords LANG-CLOUPET du 11 janvier 1993 ont permis l'accueil des enseignants du second degré privé en formation initiale au sein de ces institutions à partir de 1994.

Cependant, deux corps professoraux distincts, se différenciant déjà par leur histoire, se perpétuent. Les professeurs du privé et du public n'ont pas le même statut par rapport à l'État. Les enseignants du privé sont contractuels, ceux du public fonctionnaires. L'organisation de leur travail dépend de l'autorité privée dans le secteur privé, de l'État dans le secteur public.

Or, dans la littérature sociologique concernant les enseignants du secondaire, les professeurs du privé semblent être englobés dans la masse de leurs collègues du public. Ils paraissent implicitement considérés comme possédant les mêmes caractéristiques sociologiques et professionnelles que les enseignants du public ou être situés dans le domaine du non-dit.

Néanmoins, depuis le rattachement des enseignants du privé au secondaire d'État, la relation à l'État apparaît fondamentale dans les identités et dans les divergences que l'on peut repérer entre les corps professoraux privé et public. Ces identités et ces divergences paraissent se situer sur deux plans : celui des liens entretenus par les enseignants avec la structure sociale par la similitude de leurs fonctions sociales et par la divergence de leur statut par rapport à l'État ; celui de leur exercice professionnel à travers la similitude des règles d'État régissant leur recrutement et le déroulement de leur carrière et la divergence de leur mode de nomination et de l'autorité contrôlant leur formation et l'organisation de leur travail.

La bibliographie proposée présente donc une sélection d'ouvrages et d'articles de littérature francophone, présentés par ordre chronologique de publication, portant sur des thèmes qui éclairent les grandes dimensions structurant les deux groupes professionnels formés par les enseignants des secondaires privé et public : l'évolution des caractéristiques morphologiques du corps enseignant du secondaire public, le phénomène de professionnalisation, la diversité actuelle du travail enseignant, l'histoire des rapports État-école, les spécificités du secteur privé, la scolarisation et l'emploi selon les sphères du privé et du public.

L'ÉVOLUTION DES CARACTÉRISTIQUES MORPHOLOGIQUES DU CORPS ENSEIGNANT DU SECOND DEGRÉ PUBLIC

L'ensemble des enquêtes montre une élévation de l'origine sociale des professeurs depuis le début du siècle,

même si l'on tient compte des mutations sociales, avec toutefois une tendance à la baisse ou à la stagnation du recrutement de la plus jeune génération parmi les cadres hors enseignants depuis le début des années 1990 (THÉLOT, C., 1994). Globalement et quelle que soit la période considérée, le professorat apparaît comme un métier de classes supérieures et moyennes entretenant de faibles attaches avec les classes populaires (LÉGER, A., 1983 ; CHAPOULIE, J.-M., 1987), l'enseignement technique ayant dans l'ensemble un recrutement social plus populaire que l'enseignement général (TANGUY, L., 1991). La profession enseignante s'est « embourgeoisée » avec la féminisation. La différence dans le recrutement social des femmes et des hommes montre que le milieu enseignant n'est homogène ni par les origines, ni par les liens inatrimoniaux.

Une autre forme de « division sociale » dans le secondaire, selon l'expression de V. ISAMBERT-JAMATI (1976), résulte des stratégies de carrière des enseignants qui se distinguent notamment selon la classe d'âge et la catégorie d'appartenance (LÉGER, A., 1983).

VINCENT, G. *Les professeurs du second degré*. Paris : Armand Colin, 1967.

GERBOD, P. *La vie quotidienne dans les lycées et collèges au XIX^e siècle*. Paris : Hachette, 1968.

ISAMBERT-JAMATI, V. *Crises de la société, crises de l'enseignement. Sociologie de l'enseignement secondaire français*. Paris : PUF, 1970.

KARADY, V. Normaliens et autres enseignants à la Belle Époque. Note sur l'origine sociale et la réussite dans une profession intellectuelle. *Revue française de sociologie*, vol. XII, n° 1, janv. 1972, p. 35-58.

CHAPOULIE, J.-M. Le corps professoral dans sa structure de classe. *Revue française de sociologie*, vol. XV, n° 2, avr. 1974, p. 155-200.

CHAPOULIE, J.-M. et MERLLIE, D. Le recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire. In : Les déterminants objectifs de l'accès au professorat. *Revue française de sociologie*, XVI, vol. 4, oct. 1975, p. 439-484.

ISAMBERT-JAMATI, V. Les enseignants et la division sociale à l'école aujourd'hui. *La Pensée*, n° 90, déc. 1976, p. 17-32.

DESBROUSSES, H. *Les enseignants, les classes, l'État : instituteurs et professeurs du secteur public en France. Essai*

de caractérisation socio-historique. Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales, Thèse de Troisième cycle, 1981.

PROST, A. Les professeurs du second degré. In : *Histoire générale de l'enseignement en France*. Paris : Nouvelle Librairie de France, G.-V. Labat Éditeur, 1981, tome 4, chap. IX, p. 321-355.

LÉGER, A. *Enseignants du secondaire*. Paris : PUF, 1983. (L'Éducateur ; 88).

CACOUAULT, M. Diplôme et célibat, les professeurs femmes des lycées entre les deux guerres. In : FARGE, A. et KLAPISCH-ZUBER, C., dir. *Madame ou Mademoiselle ?* Paris : Arthaud-Montalba, 1984, p. 177-202.

HAMON, H. et ROTMAN, P. *Tant qu'il y aura des profs*. Paris : Seuil, 1984. (Points Actuels).

PROST, A. *Éloges des pédagogues*. Paris : Seuil, 1985.

ISAMBERT-JAMATI, V. École et collège : quelle distance aujourd'hui entre les enseignants ? *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 15, n° 1, 1986, p. 45-51.

CACOUAULT, M. Prof c'est bien... pour une femme ? *Le mouvement social*, n° 140, juil. 1987, p. 107-119.

CHIAPOULIE, J.-M. *Les professeurs de l'enseignement secondaire : un métier de classe moyenne*. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1987.

AGUIHON, C., POLONI, A. et TANGUY, L. *Des ouvriers de métiers aux diplômés de l'enseignement technique supérieur : le renouvellement d'une catégorie d'enseignants en lycée professionnel*. Paris : CNRS, DST, 1988.

TANGUY, L. *L'enseignement professionnel en France : des ouvriers aux techniciens*. Paris : PUF, 1991.

ISAMBERT-JAMATI, V. Instituteurs et professeurs dans la France d'aujourd'hui : continuités et discontinuités avec ceux de l'entre-deux-guerres. In : PLAISANCE, E., dir. *Permanence et renouvellement en sociologie de l'éducation. Perspectives de recherche 1950-1990*. Paris : INRP ; L'Harmattan, 1992, p. 185-192.

PINTO, L. Les autres activités des professeurs du second degré. *Éducation et formations*, n° 37, 1994, p. 67-77.

THÉLOT, C. L'origine sociale des enseignants. *Éducation et formations*, (numéro spécial : Connaissance des enseignants), n° 37, mars 1994, p. 18-21.

CACOUAULT, M. Images, carrières et modes de vie des enseignantes, des années soixante à la décennie quatre-vingt-dix. *Recherche et Formation*, n° 20, 1995, p. 17-31.

ROBERT, A. *Le syndicalisme des enseignants*. Paris : La Documentation française ; CNDP, 1995.

CHARLES, F. et CLÉMENT, J.-P. *Comment devient-on enseignant ? L'IUFM et ses publics*. Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg, 1997.

VAN ZANTEN, A. Les carrières enseignantes dans les collèges difficiles. In : BOURDON, J. et THÉLOT, C., dir. *Éducation et formation. L'apport de la recherche aux politiques éducatives*. Paris : CNRS, 1999, p. 99-121.

LE PHÉNOMÈNE DE PROFESSIONNALISATION

Les cadres d'analyse de la sociologie des professions permettent d'étudier le processus de formation de l'identité professionnelle à partir de l'accès au métier et les évolutions en cours. Ils ouvrent l'accès au contrôle de l'exercice professionnel par les professionnels eux-mêmes, par l'État ou par les usagers, et permettent de rendre compte des contraintes structurelles institutionnelles auxquelles sont soumis les professionnels.

Recrutés anonymement à l'échelon national par la voie des concours et soumis à un contrôle de l'Éducation nationale, le statut des enseignants du public paraît favoriser un sentiment d'extériorité tant à l'égard de l'établissement d'exercice que de l'administration centrale (HIRSCHHORN, M., 1993). En revanche, par sa procédure locale de recrutement, l'enseignement catholique a la possibilité de filtrer ses professeurs sur des critères idéologiques et sociaux, et le chef d'établissement celle de mener une véritable politique du personnel afin de constituer un corps uni par un projet, autour d'une idéologie commune.

À partir de l'entrée dans le métier, l'identité professionnelle se structure autour des modes de recrutement et de formation. La compétence professionnelle s'élabore à partir des normes idéales et formelles transmises par la formation et des normes pratiques et informelles consolidées par l'expérience du travail. Elle prend forme dans des modèles de légitimité. Elle peut ainsi être envisagée comme un produit codifié de modèles professionnels (DUBAR, C., 1991).

Or, traditionnellement dans le second degré public, la hiérarchie de la compétence professionnelle définie par l'Éducation nationale est fondée sur celle des concours de recrutement, eux-mêmes basés sur le degré d'appropriation des connaissances générales, c'est-à-dire sur la seule compétence culturelle (CHAPOULIE, 1987). Dans le secondaire privé, l'imposition d'une qualification universitaire minimum constitue une exigence nouvelle imposée par l'État depuis 1959. Cependant, traditionnellement, la hiérarchie de la compétence professionnelle est évaluée selon des critères internes où la composante pédagogique occupe une place prépondérante.

Le processus de professionnalisation des enseignants du secondaire (BOURDONCLE, R., 1991, 1993), qui a débuté en 1991 avec la création des IUFM, a été clairement exposé et défini dans le rapport BANCEL du 10 octobre 1989. Il est basé à la fois sur l'acquisition d'une compétence disciplinaire et didactique et d'une compétence pédagogique. Le travail enseignant est rationalisé en même temps qu'il se complexifie et de nouvelles tâches apparaissent : dans le public, la diversité des publics scolaires implique la nécessité de différencier la pédagogie et oblige à élargir les fonctions professorales. Dans le privé, la reconnaissance de la profession et de l'enseignement dispensé passe par une plus grande prise en compte de la qualification professionnelle des enseignants à partir des concours d'État. Cependant, il faudra attendre 1997 pour que l'État redéfinisse la mission assignée aux professeurs et la nature de l'élargissement professionnel demandé (Circulaire n° 97-123, BO, n° 22, 29 mai 1997, p. 1571-1576).

Si ce mouvement est en passe d'influencer à plus ou moins long terme la forme de la reconnaissance de la compétence professionnelle dévolue traditionnellement aux enseignants des secondaires privé et public, les concours de recrutement et l'importance de l'aspect professionnel dans la formation initiale ont été peu modifiés. Certes, le CAPES comporte une épreuve professionnelle depuis 1991, mais son poids et sa légitimité sont relativement faibles par rapport à la compétence culturelle évaluée par les autres épreuves.

MAURICE, M. Professionnalisme et syndicalisme. *Sociologie du travail*, n° 3, 1968, p. 275-290.

MAURICE, M. Propos sur la sociologie des professions. *Sociologie du travail*, n° 2, 1972, p. 213-225.

CHAPOULIE, J.-M. Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels. *Revue française de sociologie*, vol. XIV, n° 1, janv. 1973, p. 86-114.

CHAPOULIE, J.-M. La compétence pédagogique des professeurs comme enjeu de conflits. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 30, nov. 1979, p. 65-85.

DE PERETTI, A. *La formation des personnels de l'Éducation nationale*. Paris : La Documentation française, 1982.

MUEL-DREYFUS, F. *Le métier d'éducateur : Les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*. Paris : Minuit, 1983. (Le Sens Commun).

SAINSAULIEU, R. *L'identité au travail*. Paris : 1^e ed. 1977, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

THÉVENOT, L., ed. *Le travail, marchés, règles, conventions*. Paris : Economica, 1986.

RIVARD, P. La codification sociale des qualités de la force de travail. In : SALAIS, R. et THÉVENOT, L., ed. *Le travail, marchés, règles, conventions*. Paris : Economica, 1986, p. 119-134.

DEMAILLY, L. La qualification ou la compétence professionnelle des enseignants. *Sociologie du travail*, n° 1, 1987, p. 59-65.

NOVOA, A. *Le temps des professeurs. Analyse socio-historique de la profession enseignante au Portugal (XVIII^e-XX^e siècle)*. Lisboa : Instituto Nacional de investigação Científica, vol. I et II, 1987.

ASHWORTH, A. L'évolution de la spécificité professionnelle des personnels enseignants des premier et second degrés. *Savoir, éducation, formation*, 1989, n° 1 (2), p. 215-233.

BANCEL, D. *Créer une nouvelle dynamique de la formation des maîtres*. Rapport au ministre d'État, Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, 10 octobre 1989.

LEMOSSE, M. Le professionnalisme des enseignants : le point de vue anglais. *Recherche et formation*, n° 6, 1989, p. 55-66.

ISAMBERT-JAMATI, V. et TANGUY, L. *Professionnalisation, déprofessionnalisation : étude critique de ces notions appliquées aux enseignants français*. Cours de DEA, Université de Paris V, 1990, document ronéoté.

- BOURDONCLE, R. La professionnalisation des enseignants : analyses sociologiques anglaises et américaines. *Revue française de pédagogie*, n° 94, janv.-fév.-mars 1991, p. 73-91.
- DUBAR, C. *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*. Paris : Armand Colin, 1991. (Collection U).
- ION, J. *Le travail social à l'épreuve du territoire*. Toulouse : Privat, 1991, chap. 3. (Pratiques sociales).
- LESSARD, C., PERRON, M. et BELANGER, P.W., dir. *La profession enseignante au Québec. Enjeux et défis des années 1990*. Québec : Institut Québécois de recherche sur la culture, 1991. (Documents de recherche ; 30).
- OBIN, J.-P. *Identités et changements dans la profession et la formation des enseignants*. Lyon : Université de Lyon, 1991.
- TARDIF, M., LESSARD, C. et LAHAYE, L. Les enseignants des ordres d'enseignement primaire et secondaire face aux savoirs : esquisse d'une problématique du savoir enseignant. *Sociologie et sociétés*, vol. XXIII, n° 1, 1991.
- BOURDONCLE, R. La professionnalisation des enseignants : les limites d'un mythe. *Revue française de pédagogie*, n° 105, oct.-nov.-déc. 1993, p. 83-119.
- HIRSCHHORN, M. *L'ère des enseignants*. Paris : PUF, 1993.
- OBIN, J.-P. et TRANCART, D. Les identités culturelles des professeurs de l'enseignement technique. *Éducation et Formations*, n° 33, 1993, p. 9-20.
- DUBAR, C. et LUCAS, Y. *Génèse et dynamique des groupes professionnels*. Lille : Presses universitaires de Lille, 1994.
- PERRENOUD, P. *La formation des enseignants entre théorie et pratique*. Paris : L'Harmattan, 1994.
- GIRAULT, J. *Instituteurs, professeurs, une culture syndicale dans la société française. Fin XIX^e-XX^e siècle*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1996.
- LESSARD, C. et TARDIF, M. *La profession enseignante au Québec 1945-1990. Histoire, système et structure*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1996.
- MOURIAUX, R. *Le syndicalisme enseignant en France*. Paris : PUF, 1996. (Que sais-je ? 3068).
- PÉRIER, P. Enseigner dans les collèges et les lycées. Les enseignants dans leurs classes et leurs établissements. *Les dossiers d'Éducation et formations*, n° 61, fév. 1996, 180 p.
- TRANCARD, D. L'image du métier chez les enseignants du second degré. *Éducation et formations*, n° 46, 1996, p. 149-162.
- BLIN, J.-F. *Représentations, pratiques et identités professionnelles*. Paris : L'Harmattan, 1997. (Savoir et formation).
- Les professeurs du second degré parlent de leur discipline. *Les dossiers d'Éducation et Formations*, n° 83, avril 1997, 59 p.
- RICHARD, E. *Enseigner en collège et en lycée : repères pour un nouveau métier*. Paris : Armand Colin, 1997. (Formation des enseignants).
- BOURDONCLE, R. et DEMAILLY, L., ed. *Les professions de l'éducation et de la formation*. Paris : Presses Universitaires du Septentrion, 1998.
- DUBAR, C. et TRIPIER, P. *Sociologie des professions*. Paris : Armand Colin, 1998.
- TARDIF, M., LESSARD, C. et GAUTHIER, C., dir. *Formation des maîtres et contextes sociaux. Perspectives internationales*. Paris : PUF, 1998. (Éducation et formation).
- LANG, V. *La professionnalisation des enseignants. Sens et enjeux d'une politique institutionnelle*. Paris : PUF, 1999.
- BARRÈRE, A. Sociologie du travail enseignant. *L'année sociologique*, vol. 50, n° 2, 2000, p. 469-491.
- CORNU, B. *Le nouveau métier d'enseignant*. Paris : La Documentation française, 2000.
- ALTET, M., CHARLIER, E., PAQUAY, L. et PERRENOUD, P. *Former des enseignants professionnels : Quelles stratégies ? Quelles compétences ?* Bruxelles : De Boeck Université, 2001.
- BLANCHARD-LAVILLE, C. et NADOT, C. *Malaise dans la formation des enseignants*. Paris : L'Harmattan, 2001.
- PERRENOUD, P. *Le métier d'enseignant en quête de rationalité : pratique réflexive et raison pédagogique*. Paris : ESF, 2001.

TARDIF, M. et LESSARD, C. *Le travail enseignant au quotidien : expérience, interactions humaines et dilemmes professionnels*. Bruxelles : De Boeck Université, 2001.

LA DIVERSITÉ ACTUELLE DU TRAVAIL ENSEIGNANT

Le métier évolue en fonction des prescriptions institutionnelles mais aussi de la diversité des conditions d'exercice et de ses conséquences sur la conception que les enseignants ont de leur métier. Cette évolution résulte du contexte social de secondarisation de masse corrélée à l'arrivée de nouveaux publics scolaires. Elle a débuté avec l'instauration du collège unique en 1975 pour se poursuivre par un accroissement des effectifs des lycées dans les années 1980 à la suite de l'injonction institutionnelle « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat », injonction qui s'est essentiellement traduite par une forte demande d'enseignement long.

La compétence professionnelle est ainsi sujette à l'interprétation des enseignants (DEMAILLY, L., 1987 ; ALTET, M., 1994). Elle dépend également de la spécificité de la configuration locale (HENRIOT-VAN ZANTEN, A., 1990) et des modèles relationnels forgés par l'ensemble des pratiques pédagogiques à l'échelle de l'établissement (PATY, D., 1981). Indépendamment même de l'existence ou non d'une mobilisation des professeurs, il semble exister à l'intérieur des établissements un système de normes que la nécessité de vivre ensemble secréterait et qui influencerait nécessairement les pratiques professionnelles. La dynamique d'un établissement serait fortement tributaire du type d'encadrement pédagogique et éducatif qui y est dominant (DUBET, F., 1991), sa bonne marche favorisée par la convergence de conceptions éducatives parfois opposées mais convergeant vers un même objet (DEROUET, J.-L. et DUTERCQ, Y., 1997).

PATY, D. *12 collèges en France : enquête sur le fonctionnement des collèges publics aujourd'hui*. Paris : La Documentation française, 1981.

DEROUET, J.-L. Désaccords et arrangements dans les collèges (1981-1986), Éléments pour une sociologie des établissements scolaires. *Revue française de pédagogie*, n° 83, avr.-mai-juin 1986, p. 5-22.

DEROUET, J.-L. La profession enseignante comme montage composite. *Éducation permanente*, n° 96, déc. 1988, p. 61-71.

DUBET, F., COUSIN, D. et GUILLEMET, J.-P. Mobilisation des établissements et performances scolaires : le cas des collèges. *Revue française de sociologie*, vol. XXX, n° 2, avr. 1989, p. 235-256.

HENRIOT-VAN ZANTEN, A. *L'école et l'espace local : les enjeux des ZEP*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 1990.

DEROUET, J.-L. Une sociologie qui prend au sérieux la rationalité des acteurs. *Revue française de pédagogie*, n° 95, avr.-mai-juin 1991, p. 65-67.

DUBET, F. Le statut et le métier. In : *Les lycéens*. Paris : Seuil, 1991, chap. 8, p. 217-253.

DEMAILLY, L. *Le collège. Crise, mythes et métiers*. Lille : Presses Universitaires de Lille, 1991.

DEROUET, J.-L. *École et justice. De l'égalité des chances aux compromis locaux*. Paris : Métailié, 1992.

DEMAILLY, L. L'évolution actuelle des méthodes de mobilisation et d'encadrement des enseignants. *Savoir*, n° 1, 1993, p. 25-46.

ALTET, M. La professionnalité enseignante vue par les enseignants. *Éducation et formations*, (numéro spécial : Connaissance des enseignants), n° 37, mars 1994, p. 95-98.

AGULHON, C. L'établissement technique et professionnel entre dépendance et autonomie. *Revue française de pédagogie*, n° 109, oct.-nov.-déc. 1994, p. 65-77.

CHATEL, E., ROCHEX, J.-Y. et ROGER, J.-L. *Le métier d'enseignant du second degré et ses évolutions*. Paris : Lastes-INRP, 1994.

ROCHEX, J.-Y. Enseignants en banlieue ou enseignants de banlieue ? In : BAUTIER, E. dir. *Travailler en banlieue. La culture d'une professionnalité*. Paris : L'Harmattan, 1995, p. 165-255.

PAYET, J.-P. *Collèges de banlieue*. Paris : Méridiens-Klincksieck, 1995.

PAYET, J.-P. Le « sale boulot » : division morale du travail dans un collège de banlieue. *Annales de la recherche urbaine*, n° 75, 1997, p. 19-31.

DEROUET, J.-L. et DUTERCQ, Y. *L'établissement scolaire, autonomie locale et service public*. Paris : ESF ; INRP, 1997.

MASSON, P. *Les coulisses d'un lycée ordinaire. Enquête sur les établissements scolaires des années 1990*. Paris : INRP, 1999.

L'HISTOIRE DES RAPPORTS ÉTAT-ÉCOLE

La dualité public/privé et la querelle scolaire sont plus que séculaires. Dans le domaine de l'éducation, l'Église et l'État se sont affrontés à partir de la Révolution, se sont partagés le monopole de l'enseignement primaire en 1833 et de l'enseignement secondaire en 1850, pour finalement s'associer en 1959.

Le clivage entre l'enseignement privé et l'enseignement public acquiert la force de la conviction au moment de la loi Falloux en 1850, qui en cela a une portée symbolique : les débats menés à propos de la loi Falloux « sont l'occasion d'approfondir l'idéal laïque ; comme les catholiques refusent de distinguer le plan de la raison et celui de la foi, la neutralité prend une allure polémique, elle implique un combat... Tout compromis était voué à l'échec... La loi Falloux marque le moment historique où se noue cette question. » (PROST, A., 1969, p. 177).

À partir de là, deux formes d'esprit semblent s'opposer et se défier : l'esprit laïque, héritier de 1789 qui s'identifie à la modernité et l'esprit clérical, nostalgique de l'Ancien régime. La liberté de l'enseignement se décline soit par rapport à l'Église, soit par rapport à l'État. Ces deux types de pensée, construites de telle façon que tout règne de demi-mesure est exclu, « consacre une dualité et une défiance qui vont nourrir de longs affrontements » (LELIÈVRE, C., 1990, p. 90).

Avec la loi DEBRÉ du 31 décembre 1959, le problème de la dualité scolaire n'est plus seulement posé en termes idéologiques de laïcité, de liberté et de neutralité de l'enseignement. Il s'agit d'insérer l'enseignement privé, choisi traditionnellement par une grande partie des familles de certaines régions de France, dans la construction de l'Éducation nationale. S'inspirant de l'argumentation appliquée aux entreprises, les établissements privés sont en droit de demander une aide à l'État et dans ce cas ils participent à « un service d'utilité publique » (TANGUY, L., 1972, 1973 ; PROST, A., 1982). Cependant, le caractère propre des établissements – qui est d'être religieux – est reconnu et par là même leur diversité qui ouvre la voie au libéralisme scolaire (GISCARD D'ESTAING, O., 1971 ; MADELIN, A., 1984 ; LEQUILLER, P., 1992).

De 1959 à nos jours, les deux secteurs d'enseignement n'ont cessé de se rapprocher en même temps que certaines prérogatives du privé et la spécificité de ses établissements ont été renforcés (loi du 1er juin 1971 et loi du 25 novembre 1977).

Les événements de 1984 et l'affrontement entre partisans de l'enseignement privé et de l'enseignement public n'ont pas instauré la paix scolaire mais ont modifié « les rapports entre le 'public' et le 'privé', suscitant un équilibre et des problèmes nouveaux » (BATTUT, J., JOIN-LAMBERT, C. et VANDERMEERSCH, E., 1984, p. 8).

PROST, A. *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1867*. Paris : Armand Colin, 1969.

GISCARD D'ESTAING, O. *Éducation et civilisation. Pour une révolution libérale de l'enseignement*. Paris : Fayard, 1971.

TANGUY, L. De l'existence de l'école catholique à la création d'un service privé de l'enseignement. *Orientations*, 1973, p. 35-52.

TANGUY, L. L'État et l'école : l'école privée en France. *Revue française de sociologie*, vol. XVIII, n° 3, juil. 1972, p. 325-375.

VANDERMEERSCH, E. L'enseignement catholique entre la loi Debré et la réforme Haby. *Études*, mai 1976, p. 629-650.

LABRUSSE, R. *La question scolaire en France*. Paris : PUF, 1977. (Que sais-je ? 864).

ZELDIN, T. Enseignement public et privé. In : *Histoire des passions françaises : 1848-1945*. Paris : Seuil, 1980, tome 2, p. 309-328.

PROST, A. L'école et la famille dans une société en mutation (1930-1980). In : *Histoire générale de l'enseignement en France*. Paris : Nouvelle Librairie de France, G.-V. Labat, 1981, tome 4, p. 180-201.

ZIMMERMANN, M. *Au cœur du débat scolaire : pouvoir et liberté, clefs pour une lecture des rapports Église-État de Bonaparte à Mitterrand*. Strasbourg : CERDIC, 1981.

OZOUF, M. *L'École, l'Église et la République*. Paris : Armand Colin, 1982.

MADELIN, A. *Pour libérer l'école, l'enseignement à la carte*. Paris : Laffont, 1984.

AUBERT, V. *et al.* Querelle scolaire et laïcité. In : *La forte-
resse enseignante : la FEN*. Paris : Fayard, 1985, 4ème
partie, chap. 2, p. 219-248.

MAYEUR, J.-M. La guerre scolaire, ancienne ou
nouvelle histoire ? *Vingtième siècle*, n° 5 spécial, janv.
1985, p. 101-109.

PLENEL, E. *La République inachevée : l'État et l'école en
France*. Paris : Payot, 1985.

SAVARY, A. *En toute liberté*. Paris : Hachette, 1985.

BERTHELOT, J. *L'école privée est-elle d'intérêt public ?*
Québec : Centrale de l'enseignement du Québec, 1988.

LELIÈVRE, C. *Histoire des institutions scolaires (1789-
1989)*. Paris : Nathan, 1990.

LEQUILLER, P. *La guerre scolaire n'aura pas lieu*. Paris :
Critérion, 1992.

BATTUT, J., JOIN-LAMBERT, C. et VANDER-
MEERSCH, E. 1984. *La guerre scolaire a bien eu lieu*.
Paris : Desclée de Brouwer, 1995.

VISSE, J.-P. *La question scolaire : 1975-1984. Évolution
et permanence*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires
du Septentrion, 1995.

LELIÈVRE, C. *L'École à la française en danger*. Paris :
Nathan, 1996.

BAUBÉROT, J. *La morale laïque contre l'ordre moral*.
Paris : Le Seuil, 1997.

SUAUD, C. La force symbolique de l'État. *Actes de la
recherche en sciences sociales*, n° 116-117, mars 1997, p. 3-
23.

GAUCHET, M. *La religion dans la démocratie. Parcours
de la laïcité*. Paris : Gallimard, 1998.

CORNEC, J. et VANDERMEERSCH, E. Accueil de la loi
Debré et réécriture en 1971. Regards croisés.
In : POUCKET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré.
Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens
des 9-10 décembre 1999*. Amiens : CRDP de l'académie
d'Amiens, 2001, p. 85-89.

DURAND-PRINBORGNE, C. La signification de la loi
Debré dans le système français, la tradition européenne
et le cadre européen. In : POUCKET, B. et BEILLEROT,
J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes
du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999*. Amiens :
CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 123-135.

LELIÈVRE, C. La loi Debré dans l'histoire du débat entre
public et privé en France. In : POUCKET, B. et
BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État
éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre
1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001,
p. 15-20.

POULAT, E. Actualité de la loi Debré. In : POUCKET, B.
et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État
éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre
1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001,
p. 101-106.

ROBERT, A. Les forces syndicales et la loi Debré. In :
POUCET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré.
Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens
des 9-10 décembre 1999*. Amiens : CRDP de l'académie
d'Amiens, 2001, p. 25-35.

RUDELLE, O. Le discours de Michel Debré devant
l'Assemblée nationale. In : POUCKET, B. et BEILLEROT,
J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes
du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999*. Amiens :
CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 77-80.

TOULEMONDE, B. La loi Debré du 31 décembre 1959 :
une construction juridique originale. In : POUCKET, B.
et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État
éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre
1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001,
p. 109-118.

MULLER, C., dir. *L'enseignement privé en Europe :
journées d'Angers, mai 1998*. Caen : Presses Universitaires
de Caen, 2001.

LES SPÉCIFICITÉS DU SECTEUR PRIVÉ

Quelques monographies et différents témoignages
permettent d'approcher les caractéristiques du secteur
privé et de son personnel enseignant. Eu égard à « la crise
des ordinations » postérieure à 1960, les laïcs ont progres-
sivement remplacé les clercs et les religieux. Les liens entre-
tenus par le personnel des établissements privés avec
l'Église – notamment les enseignants et les chefs d'établis-
sements – ont donc changé de nature. L'enseignement
catholique est toujours sous la tutelle de l'Église mais il ne
s'agit plus d'une institution cléricale. La spécificité catho-
lique semble cependant se maintenir à travers la valori-

sation de traits tels que le dévouement et l'esprit de service des maîtres, qui constituent une version sécularisée de l'idéal religieux dans les domaines du service, de la charité et du respect de la hiérarchie (BONVIN, F., 1979 ; FAGUER, J.-P., 1991).

Depuis la laïcisation du personnel enseignant, une minorité de laïcs deviennent professeurs dans ce secteur en raison de leur foi ou de leur attachement à une certaine morale chrétienne. Le professorat dans le secteur privé apparaît essentiellement dominé par la recherche d'exigences d'exercice et d'intérêts matériels perçus, plutôt que par celle d'avantages liés à un statut ou d'un sens chrétien qu'il serait possible de donner à l'enseignement dans le secteur catholique (DREYFUS, E., 1981 ; VANDERMEERSCH, E., 1982). Malgré l'hétérogénéité des profils des enseignants de l'enseignement catholique, la « tribu catholique » semble développer les traits d'une culture communautaire (TAPERNOUX, P., 2001).

GOUREAUX, G. et LAPAY, H. *L'école catholique : aliénation ?* Paris : Épi, 1968.

GOUREAUX, G. et RICOT, J. *Autopsie de l'école catholique*. Paris : Cerf, 1975.

CNEC. *L'enseignement catholique face à l'avenir*. Paris : Le Centurion, 1977.

BONVIN, F. et CHAMBOREDON, J.-C. Modes d'encadrement et systèmes pédagogiques dans l'enseignement privé catholique en France. In : GOLDSMIDT, D. et ROCDER, P.M. *Alternative Schuler ?* Stuttgart : Klett Cotta, 1978.

FEP- CFDT. *Libres dans l'école libre ?* Paris : Maspero, 1978.

BONVIN, F. Une seconde famille : un collègue d'enseignement privé. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 30, nov. 1979, p. 47-64.

FONTAINE, N. *La liberté de l'enseignement : de la loi Debré à la loi Guéret*. Paris : UNAPEC, 1979.

BALLION, R. L'enseignement privé, une « école sur mesure » ? *Revue française de sociologie*, vol. XXI, n° 3, avr. 1980, p. 203-231.

FONTAINE, N. *Guide juridique de l'enseignement privé associé à l'État par contrat*. Paris : UNAPEC, 1980.

MARCOU, G. La liberté de l'enseignement et la liberté des enseignants. *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 1, 1980, p. 35-82.

DREYFUS, E. *Libres écoles ? Enquête sur l'enseignement privé*. Paris : Le Centurion, 1981.

PROST, A. Les écoles libres changent de fonctions. In : *Histoire générale de l'enseignement en France*. Paris : Nouvelle Librairie de France, G.-V. Labat éditeur, 1981, tome 4, chap. XI, p. 413-445.

BONVIN, F. L'école catholique est-elle encore religieuse ? *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 44/45, 1982.

FONTAINE, N. *L'école libre et l'État*. Paris : UNAPEC, 1982.

VANDERMEERSCH, E. L'enseignement privé, une énorme machine. *Autrement*, n° 42, sept. 1982, p. 94-104.

VANDERMEERSCH, E. Pédagos chez les cathos. *Autrement*, n° 42, sept. 1982, p. 110-118.

MONCHAMBERT, S. *La liberté de l'enseignement*. Paris : PUF, 1983.

Enseigner dans l'école catholique. *Enseignement Catholique Documents*, n° 962, juill. 1983, p. 33-40.

ŒUVRARD, F. Note sur la clientèle des établissements privés : l'origine sociale des élèves. *Éducation et formations*, n° 6, 1984, p. 32-35.

KHALDI, E. *Vous avez dit liberté ou les dessous de l'enseignement privé*. Paris : SNUDEP, FEN, 1985.

GLOBET, F. Les origines sociales des élèves de l'enseignement privé. In : *Scolarisation, formation, emploi*. Caen : Centre de publications de l'Université de Caen, 1987, p. 211-224. (*Géographie Sociale* ; 4).

HOUOT, B. *Cœur de prof, l'année sabbatique d'un cadre supérieur dans l'enseignement secondaire*. Paris : Calmann-Lévy, 1990.

FAGUER, J.-P. Les effets d'une « éducation totale », un collègue Jésuite 1960. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 90, déc. 1991, p. 25-43.

FEP-CFDT. *La situation originale des maîtres des établissements d'enseignement privé sous contrat, approche juridique*. Paris, 1991.

Professionnel/Confessionnel. *Les Cahiers de la Cerf*, n° 2, juill. 1993, n° 3, nov. 1993, n° 3, avril 1994 et n° 5-6, juin 1994, p. 13-24, p. 5-16, p. 7-14 et p. 17-36.

CHOLVY, G. et CHALINE, N.-J., dir. *L'enseignement catholique en France aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris : Cerf, 1995.

GEORGEL, J. et THOREL, A.-M. *L'enseignement privé en France du VIII^e au XX^e siècle*. Paris : Dalloz, 1995.

Objectif mathématiques. Réflexion sur mathématiques et spiritualité par un professeur de mathématiques dans un établissement catholique d'enseignement. *Enseignement catholique documents*, n° 2 051, oct. 1995, p. 1-35.

FEP-CFDT. *L'emploi en noir et blanc*. Paris, 1996.

MIGEON, M. Les enseignants des classes sous contrat des établissements privés. *Éducation et Formations*, n° 46, juill. 1996, p. 19-21.

BELSCEUR, C. Identité sociale et professionnelle et processus d'adhésion à la FEP-CFDT des enseignants de l'enseignement privé sous contrat. *Les Cahiers de la Cerf*, n° 16, juin 1997 et n° 17, sept. 1997, p. 31-36 et p. 5-11.

NOUAILHAT, R. *La formation initiale des maîtres du second degré dans l'enseignement catholique, an IV, bilan et orientations*. Paris : UNAPEC, 1997.

BELSCEUR, C. Identité professionnelle et adhésion syndicale. *Les Cahiers de la Cerf*, n° 20, juin 1998, p. 27-30.

POUCET, B. *Entre l'Église et la République. Soixante ans de l'histoire de la Fédération de la Formation et de l'Enseignement Privés CFDT*. Paris : L'Atelier, Éditions Ouvrières, 1998.

BEN AYED, C. L'enseignement privé en France. In : Van Zanten, A. dir., *L'école, l'état des savoirs*, Paris : La Découverte, 2000, p. 63-70.

HOUSSAYE, J. Y a-t-il une pédagogie propre à l'enseignement privé, après la loi Debré ? In : POU CET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 149-156.

POUCET, B. L'enseignement catholique français et la loi Debré. In : POU CET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi*

Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 53-74.

TAPERNOUX, P. *Les enseignants du « privé »*. *Tribune catholique ?* Paris : Economica, 2001.

LA SCOLARISATION ET L'EMPLOI SELON LES SPHÈRES DU PRIVÉ ET DU PUBLIC

De la nouvelle philosophie inspirant la loi DEBRÉ et du rapprochement entre les enseignements privé et public en résultant, le tout conjugué à la baisse de la pratique religieuse, ont découlé chez les usagers le consumérisme scolaire (BALLION, R., 1982) et le phénomène du transfert massif des élèves du public vers le privé ou vice versa. L'école privée est essentiellement utilisée pour de toutes autres raisons que religieuses, elle apparaît de plus en plus comme celle de la seconde chance (PROST, A., 1982 ; LANGOUËT, G., LÉGER, A., 1991, 1994, 1997). Le rapprochement du privé et du public a entraîné une complémentarité plutôt qu'une concurrence entre secteurs, ce qu'ont nettement mis en évidence les grandes manifestations de 1984 en faveur du privé et de 1994 en faveur du public. Cependant, les spécificités des deux secteurs semblent engendrer des recrutements d'enseignants aux profils sociologiques distincts qui entretiennent des rapports au savoir et à l'éducation relativement contrastés (FREYSSINET-DOMINJON, J., 1994 ; JABOIN, Y., 2000).

BALLION, R. *Les consommateurs d'écoles*. Paris : Stock, Laurence Pernoud, 1982.

LANGOUËT, G. Enseignement public, enseignement privé : les stratégies du choix. Analyse critique du livre de BALLION, R. : *Les consommateurs d'école. L'année sociologique*, n° 38, 1988, p. 441-448.

LANGOUËT, G. et LÉGER, A. Trajectoires scolaires et recours au secteur privé. In : PERRENOUD, P. et MONTANDON, C., ed. *Qui maîtrise l'école ? Politiques d'institutions et pratiques des acteurs*. Lausanne : Réalités Sociales, 1988, p. 302-328.

SINGLY, F. de. et THÉLOT, C. *Gens du privé, gens du public. La grande différence*. Paris : Dunod, Bordas, 1988.

LESSARD, C. et MATHURIN, C. L'évolution du corps enseignant québécois : 1960-1986. *Revue des sciences de l'éducation*, vol. XV, n° 1, Université de Montréal, 1989, p. 43-71.

TARDIF, M., LESSARD, C. et LAHAYE, L. Les enseignants des ordres primaire et secondaire face aux savoirs. Esquisse d'une problématique du savoir enseignant. *Sociologie et sociétés*, vol. 23, n° 1, 1991, p. 55-70.

LANGOUËT, G. et LÉGER, A. *Public ou privé ? Trajectoires et réussites scolaires*. Paris : 1ère édition, Éditions Publidix, Éditions de l'Espace Européen, 1991, 2e édition revue, Fabert, 1994.

FREYSSINET-DOMINJON, J. *Publique ou catholique ?* Paris : Nathan, 1994.

HÉRAN, F. École publique, école privée : qui peut choisir ? *Économie et Statistique*, n° 293, mars 1996, p. 17-39.

SUPIOT, A. Le travail et l'opposition public/privé. *Revue internationale du travail*, vol. 135, n° 6, 1996, p. 713-723.

LANGOUËT, G. et LÉGER, A. *Le choix des familles. École publique ou école privée ?* Paris : Fabert, 1997.

BÉRAUD, H. Enseignement public ou enseignement privé ? Situation religieuse des familles et choix du secteur. *Tribune*, n° 1, oct. 1997, p. 8-11.

JABOIN, Y. Les fonctions professorales dans les secondaires privé et public. Similitudes et différences. *Tribune*, n° 1, oct. 1997, p. 18-21.

LANGOUËT, G. et LÉGER, A. École publique ou école privée ? Le choix des familles. *Tribune*, n° 1, oct. 1997, p. 9-14.

BEN AYED, C. *Approche comparative de la réussite scolaire en milieu populaire dans l'enseignement public et l'enseignement privé. Type de mobilisation familiale et structures d'encadrement*. Paris : Université de Paris V, Thèse de Doctorat, 1998.

JABOIN, Y. Construction de l'identité professionnelle des enseignants des secondaires catholique sous contrat

et public. Communication au colloque : REF98 : *Savoirs, rapports aux savoirs et professionnalisation*. Toulouse : Institut national des sciences appliquées, oct. 1998. (Actes en cd-rom).

JABOIN, Y. Similitudes et différences entre les trajectoires socioculturelles des professeurs des secondaires catholique sous contrat et public. *Les Cahiers de la Cerf*, n° 23, mars 1999, p. 5-10.

JABOIN, Y. Similitudes et différences entre les professeurs les plus âgés et les plus jeunes des secondaires catholique sous contrat et public. Communication au congrès : *Troisième congrès international d'actualité de la recherche en éducation et formation*. Bordeaux : Université Victor Segalen-Bordeaux 2, juin 1999. (Actes en cd-rom).

JABOIN, Y. *Enseignants des secondaires privé et public : une même conception des fonctions professorales ?* Paris : Université de Paris V, Thèse de Doctorat, 2000.

BÉRAUD-CAQUELIN, H. Les choix des familles à l'école élémentaire. In : POUCKET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 175-187.

JABOIN, Y. Les enseignants des secondaires privé et public : une même conception des fonctions ? In : POUCKET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 161-171.

LANGOUËT, G. Le pouvoir des familles. « Stratégies » face au choix de l'école publique ou privée. In : POUCKET, B. et BEILLEROT, J., dir. *La loi Debré. Paradoxes de l'État éducateur ? Actes du colloque d'Amiens des 9-10 décembre 1999*. Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001, p. 189-199.

Yveline JABOIN
CERPPE, Rennes 2
(Centre d'Étude et de Recherche sur les Pratiques
et les Politiques Éducatives)
IUFM de Bretagne

